

Penser inséparablement développement soutenable et égalité d'accès aux biens indispensables au « bon vivre »

Martine Billard

Députée PG

Le 14 septembre 2008 plusieurs établissements financiers américains annoncent se trouver en situation de cessation de paiement. Il s'agit de l'un des événements marquant le début d'une des plus grandes crises que le système capitaliste ait connue.

Cette crise financière issue de l'éclatement de la bulle spéculative des *sub-primes* (ces crédits pourris fortement présents dans l'économie américaine) s'est rapidement répandue à l'ensemble de la planète. Crise financière au début, elle est vite devenue crise économique avec des conséquences directes sur l'emploi, les salaires, les conditions de vie, notamment pour ceux qui étaient déjà les plus en difficulté.

Très rapidement, les gouvernements de nombreux pays, craignant une catastrophe encore pire, ont fait le choix de sauver les établissements bancaires et financiers ainsi que les grandes entreprises en difficulté et ce, sans aucune contrepartie. Les modalités d'intervention retenues ont fragilisé les États face aux marchés financiers, permettant à ces derniers de prétendre imposer leurs diktats sans considération pour la souveraineté populaire.

Nombreux sont ceux qui cherchent à nous faire croire qu'il s'agirait d'une crise conjoncturelle et qu'une meilleure régulation du système permettrait à l'avenir d'éviter les dérives et les conséquences dramatiques que l'on a connues. La politique du gouvernement français et celle du FMI entrent dans ce cadre de pensée.

Or, la crise que nous connaissons est bel et bien une crise structurelle du capitalisme. La fuite en avant dans la financiarisation au détriment de la pro-

duction fait écho au fait que la course aux profits se heurte à la finitude des ressources énergétiques et des matières premières. Nous ne pouvons penser l'avenir de l'économie sans intégrer les grandes crises écologiques en cours (climat, biodiversité, diffusion des polluants...). Aucune solution interne à un système en crise systémique n'est crédible, pas plus le « capitalisme vert » qu'une autre.

De même, nous devons intégrer à notre réflexion les évolutions des rapports de force entre grandes puissances économiques.

Enfin une réflexion sur le projet de société que nous portons, sur les finalités de la production, sur le sens du travail dans ce cadre doit nous permettre de construire les réponses alternatives, radicales et concrètes, nécessaires à la sortie du système capitaliste.

De nouveaux rapports de force

Aujourd'hui, de nouveaux rapports de force se mettent en place et, sur le plan économique, il convient de s'interroger sur la nouvelle répartition des puissances. Ainsi, le rôle de la Chine doit nous interpeller. Car son poids grandissant ne sera pas sans conséquences sur l'évolution du système.

En 2010, la contribution de la Chine à la croissance mondiale a été de 27%. La Chine posséderait aujourd'hui plus de 30 millions d'hectares de terres arables au-delà de ses frontières—en Afrique essentiellement. Elle possède également 7% de la dette publique européenne. Enfin, plus de la moitié des exportations chinoises sont en fait réalisées par des entreprises étrangères installées en Chine.

Il semble donc que l'on soit entré dans une nouvelle période qui, à terme, peut modifier profondément les rapports de force. Les États-Unis pourraient alors perdre leur place de première puissance économique au profit de la Chine.

On observe actuellement une véritable course à l'accession aux matières premières, qu'il s'agisse des matières premières alimentaires—et donc des terres cultivables—ou des matières premières énergétiques ou encore des minéraux. Face à la puissance financière de la Chine par rapport aux États-Unis ou à l'Europe en crise, de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique du Sud se tournent vers la Chine comme puissance mondiale capable de relever le défi de la première place mondiale.

Le capitalisme vert

Certains cherchent à nous faire croire qu'une respiration momentanée du système capitaliste est possible. Ce sont les mêmes qui voient dans le « capitalisme vert » une porte de sortie au système en crise. Comme ironisait Hugo Chávez, lors du sommet de Copenhague : « Si le climat était une banque on

l'aurait sauvé depuis longtemps.» Mais même repeint en vert, le système capitaliste reste insupportable. Le capitalisme vert ne cherche qu'à rebondir en offrant un nouveau souffle à un système en difficulté. Des éoliennes ou des panneaux solaires produits à bas coûts en délocalisant les productions vers des pays où il sera possible d'exploiter à outrance les salariés, c'est peut-être bon pour la planète (encore que le transport sur longue distance du produit fini soit inutilement producteur de gaz à effet de serre) mais cela ne change rien aux conditions d'exploitation des travailleurs et à l'extraction de la plus value à leurs dépens et au profit des patrons ou des actionnaires des entreprises productrices. Cela aboutit aussi à des entreprises qui vivent sur la marchandisation de la pollution : ainsi, pourquoi réduire les emballages à la source lorsqu'on peut faire des profits sur leur recyclage et leur retraitement en jouant sur la mauvaise conscience écologiste des citoyens ? C'est justement parce que l'écologie n'est pas soluble dans un tel système que le «capitalisme vert» n'est qu'une mascarade.

La question du travail

Il est nécessaire de s'interroger sur le sens et sur la finalité du travail. Mais il faut aller plus loin. La question à se poser doit être la suivante : faut-il travailler plus et pour quoi faire ? Travailler c'est produire. Mais est-il nécessaire de produire toujours plus à l'échelle de la planète ? Nous ne pouvons produire toujours plus sans tenir compte des limites physiques de la planète. Mais c'est aussi en termes de besoins que nous devons penser.

Dès lors que l'on considère qu'il n'y a pas d'issue à l'intérieur du système capitaliste, il faut changer nos modes de production et arrêter la fabrication de tous ces produits à durée de vie très limitée, ces produits non réparables et de mauvaise qualité. Si l'idée d'une production de meilleure qualité, de produits de longue vie et réparables progresse, alors nous n'avons plus besoin de produire toujours plus.

La seconde question est celle des salaires. Faut-il se battre pour une augmentation continue des salaires ? Les Boliviens nous montrent qu'il est possible de penser différemment grâce au concept du «*Buen Vivir*»—c'est-à-dire le «bon vivre». Les revenus doivent être pensés à partir de cette notion. Dès lors, ils passent bien évidemment par le salaire mais aussi par l'accès à tous les biens dont on prend en compte la valeur d'usage. Ces biens sont donc gratuits pour tout ce qui est le «bon usage» tandis que dans le même temps le «mésusage» est surtaxé. Ce raisonnement peut s'appliquer pour l'eau, l'énergie mais aussi pour tout un ensemble de biens.

Plutôt que de toujours chercher à marchandiser l'ensemble des biens et à vouloir augmenter les salaires en conséquence, il faut faire reculer le marché pour garantir un niveau de vie non soumis aux aléas des prix pour des biens

indispensables à la vie, et donc réfléchir à un certain nombre de biens nécessaires au « bon vivre ». Ces biens doivent être accessibles à tous et gratuitement.

Aujourd'hui nous devons proposer des solutions qui soient des solutions durables à l'échelle de la planète, des solutions qui considèrent la planète dans sa globalité. Ces solutions doivent être pensées en terme de développement soutenable ainsi qu'en terme d'égalité d'accès aux biens indispensables au « bon vivre ». Et ceci pour tous les habitants de la planète et pas seulement pour les habitants des pays les plus riches.

La tentation existe en effet d'oublier que nous ne sommes pas les seuls sur la planète. Et, de ce point de vue, il y a eu un recul en Europe quant à la prise en compte de la globalité des luttes par rapport aux années 1970. L'existence de l'Union européenne a eu tendance à créer une forteresse qui fait oublier la réalité plus lointaine de nombreux peuples des pays du Sud. Mais que ce soit les révolutions citoyennes de plusieurs pays d'Amérique latine ou le magnifique soulèvement des pays du Maghreb et du Machrek contre la tyrannie, la corruption et la pauvreté, ou les mobilisations qui prennent de l'ampleur dans différents pays d'Europe, le temps où il était possible de faire payer la crise du système aux peuples sans que ceux-ci se rebellent semble bien terminé et ce, même aux États-Unis où la mobilisation syndicale est en train de s'étendre à l'Illinois après le Wisconsin.